

**Séance ordinaire du  
lundi 14 décembre 2020**

**L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

**Absents :**

**Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel  
du délégataire de l'exercice 2019 - Rapport 2019 sur les Recours Administratifs  
Préalables Obligatoires (RAPO) - Examen**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. En effet, suite à la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil Municipal.

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Stationnement sur voirie portant sur l'année 2019 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 30 juillet 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M. Michel ASLANIAN, en date du 26 novembre 2020 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Mme Fanny DOMBRE-COSTE en date du 3 décembre 2020.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) est établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante.

Ce rapport est présenté à l'assemblée délibérante avant le 31 décembre.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO.

## **I) Rappel des principales modalités du contrat**

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la ville de Montpellier, à ce compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI et l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Le délégataire est la société dédiée « TaM Voirie » filiale à 100% de la SAEML TaM, dont la ville est actionnaire à 9.11%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02% et de partenaires privés à hauteur de 44.88%.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2019 porte donc sur la 2<sup>nd</sup>e année de délégation.

Par ailleurs, la Ville a également conclu une convention avec l'ANTAI en cycle complet par délibération en date du 28 juin 2018 et une convention de mandat pour l'encaissement des FPS par TAM voirie.

## **II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué**

### **A/ L'activité**

#### **1. Fréquentation :**

2 372 501 personnes ont utilisé le parc de stationnement d'environ 13 784 places payantes, dans les proportions suivantes :

- 91,6 % des usagers (2 174 422) sont des visiteurs horaires,
- 1,6 % des usagers (37 468) bénéficient d'un abonnement résident,
- 0,1 % des usagers (2 527) bénéficient d'un abonnement pour les professionnels.
- 6,7 % des usagers (158 084) bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de stationnement multimodale permettant d'avoir ½ heure gratuite.

La mise en place de la dématérialisation (démarches et paiement) a été plébiscitée par une majorité d'abonnés et se développe auprès des visiteurs horaires, notamment grâce à l'application M'Ticket développée par TaM.

#### **2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :**

En 2019, le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 450 132 véhicules. Environ 4 800 véhicules sont

contrôlés chaque jour par les agents (hors dimanche et jours fériés).

187 311 Forfaits Post Stationnement (FPS) ont été émis :

- 42 % en zone jaune,
- 46 % en zone orange,
- 12 % en zone verte.

### **3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :**

#### **FPS minoré :**

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS est émis par un agent de TaM Voirie, affecté au contrôle. L'utilisateur dispose d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré (Zones orange et jaune : 17 euros ; Zone verte : 10 euros). Le paiement s'effectue auprès de TAM Voirie.

#### **FPS nominal et majorés :**

Après ce délai de 4 jours, le FPS relève du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 euros ; Zone verte : 17 euros).

Par délibération du Conseil municipal du 28 juin 2018, la Ville a conclu une convention en cycle complet avec l'ANTAI entrée en vigueur en septembre 2018 et renouvelée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Ainsi, l'avis de paiement est adressé par courrier au domicile de l'utilisateur, qui aura la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

### **B/ Principaux moyens mis en œuvre :**

#### **1. Les effectifs :**

L'effectif de la société dédiée TaM Voirie est de 27 agents, complété par 8 agents de la société mère TaM :

- 25 agents sont affectés au contrôle,
- 1 agent est affecté à la planification, et au reporting des recettes,
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires,
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte,
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

La commercialisation des produits et services est réalisée dans les espaces mobilité de TaM.

#### **2. Investissements :**

La mise en œuvre de la réforme s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

606 horodateurs ont été acquis par le délégataire :

- 587 horodateurs mis en service,
- 7 horodateurs utilisés pour remplacer les horodateurs vandalisés,
- 12 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

698 nouvelles places de stationnement pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 342 arceaux pour les vélos et 184 arceaux pour les motos et scooters, soit 172 aires de stationnement.

### **C/ Qualité de service :**

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif.

L'automobiliste peut contester son Forfait Post Stationnement selon une procédure organisée en deux temps :

## **1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) relevant du délégataire :**

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 3,2% des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 6 066 RAPO traités :

- 78,4 % (4 756) des recours ont été admis,
- 0,7 % (41) des recours ont été jugés irrecevables,
- 20,9 % (1 269) des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TaM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite.

## **2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :**

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie. Elle est installée à Limoges.

535 recours ont été déposés en 2019. En raison d'un nombre important de demandes au niveau national, 148 recours ont été instruits :

- 19 rejets,
- 129 acceptations.

## **D/ La grille tarifaire**

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville.

Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures,
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures,
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

Le stationnement est payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures.  
Il est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

La carte de stationnement multimodale, délivrée sur demande des usagers, permet 30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant.

Des tarifications spéciales s'appliquent à certaines catégories d'usagers :

- Pour les résidents de Montpellier, les tarifs sont les suivants : 15 €/mois, 150 €/an  
18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence mais également dans un secteur limitrophe.  
Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/mois ou 30 €/an.
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

### **III) Présentation et analyse du compte rendu financier**

#### **1) Compte de résultat de TaM Voirie**

Pour l'année 2019, le résultat net s'affiche en déficit de 47 K€, pour un prévisionnel au contrat de 425 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 4 902 K€ soit une augmentation de 14.5% par rapport à 2018 mais une baisse de 12% par rapport au contrat. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 79% soit 3 888 K€ (3 441 K€ en 2018 soit + 13%) ainsi que des recettes abonnées pour 20% soit 1 001 K€ (842 K€ en 2018 soit +19%).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 093 K€ en forte hausse par rapport à 2018, 3 781 K€ soit +34.7%. Elles se composent pour 22% des frais de personnels (1 125 K€ en hausse de 9.8%) et des prestations assurées par la société mère TaM (872 K€ en baisse de 16%) ; pour 15% de la redevance versée à la Ville de Montpellier avec frais de gestion déduits (780 K€) ; pour 23% des amortissements et provisions ; 8% des frais d'entretien et réparations ; 5% des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 2.4% des achats et consommables.

La redevance fixe versée à la Ville de Montpellier s'élève à 2 400 K€ (2 300 K€ en 2018) soit 49% du chiffre d'affaires. En déduction de la redevance fixe, les frais de contrôle et de surveillance tel que définis au contrat à 8,70€ par FPS émis, représentent 1 630 K€ (1 567 K€ en 2018). La redevance fixe nette s'élève donc à 770 K€ soit 16% du chiffre d'affaires. Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la métropole.

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 135 K€ par an soit 947 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la ville, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 114 K€ de dépenses sur la première année pour le redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire. Aucune dépense n'a été réalisée sur 2019, en conformité avec le programme.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 7 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Le programme prévoyait 6.7 M€ d'investissements à fin 2019.

Les investissements à fin 2019 s'élèvent à hauteur de 4.4 M€ dont 4.1 M€ sur 2019, concernant essentiellement des horodateurs (3.6 M€ pour 587 horodateurs), de la signalétique, des logiciels et des aménagements divers.

#### **2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement**

La Ville de Montpellier a reçu 3 002 K€ de recettes provenant des FPS dont 1 649 K€ de TaM Voirie et 1 353 K€ de l'ANTAI.

Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de agents de TaM Voirie et frais d'affranchissement et de traitement de l'ANTAI) ont représenté 1 743 K€.

Après déduction de ses propres frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 1 248 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n° M2020-185 du Conseil de Métropole du 15 septembre 2020.

#### **IV) Conclusion et perspectives**

Depuis septembre 2019 un service de paiement dématérialisé M'Ticket a été développé pour répondre aux besoins des usagers. Démarche innovante, une seule application mobile multimodale gratuite permet à la fois d'acheter un titre de transport et du stationnement payant sur voirie depuis son téléphone.

L'année 2019 affiche un déficit limité, notamment dans un contexte difficile engendré par les mouvements sociaux et les incivilités provoquées sur les horodateurs nouvellement déployés.

L'année 2020 est fortement marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Le chiffre d'affaire prévisionnel sur 2020 a été estimé en baisse de près de 30% avant la mise en œuvre de la 2ème période de confinement.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2019 ;
- de prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Coralie MANTION.

**Fait à Montpellier, le 18 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 décembre 2020**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201214-149809-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/12/20  
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.